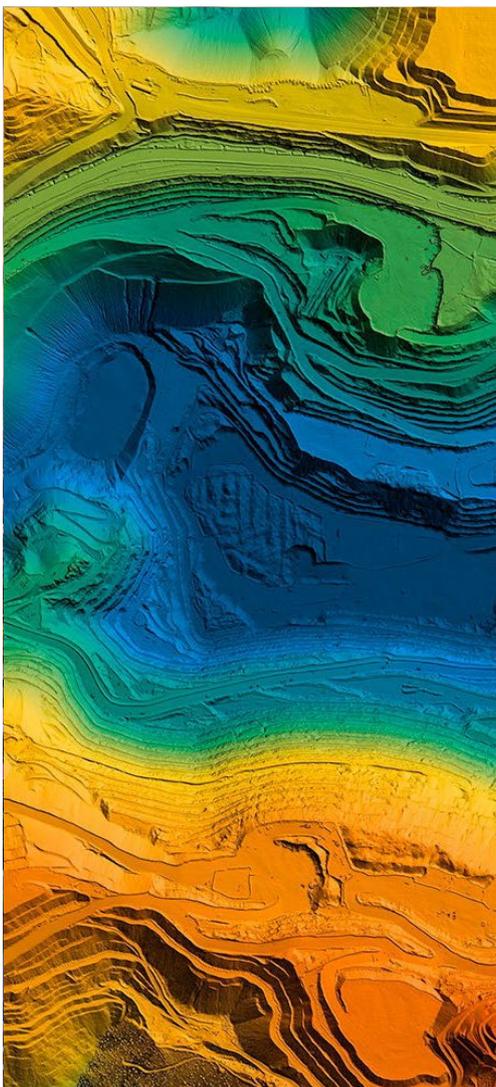


Données géospatiales et intelligence territoriale : innover pour planifier durablement



Exposé

Face à l'urgence climatique, à la croissance démographique et à la pression sur les ressources naturelles, la planification territoriale doit se fonder sur des données fiables, actualisées et croisées. L'avènement des technologies spatiales, des SIG, de la modélisation 3D ou encore de l'intelligence artificielle offre aux décideurs de puissants outils d'aide à la décision. Toutefois, ces solutions techniques n'ont de sens que si elles sont mises au service d'une vision partagée de l'aménagement durable.

Cette table-ronde permettra de croiser les expériences entre experts techniques, urbanistes, gestionnaires de données et responsables territoriaux.

Objectifs :

- Montrer le potentiel des données géospatiales pour la planification territoriale durable.
- Partager des cas d'usages concrets et innovants dans des contextes francophones variés.
- Identifier les conditions de réussite d'une gouvernance data-informée du territoire.

Questions clés :

- Comment mieux intégrer les données spatiales dans les processus de décision publique ?
- Quelles technologies pour quels usages dans les pays d'Afrique francophones ?
- Comment garantir l'accessibilité et l'interopérabilité des données territoriales ?



10th UNIVERSITÉS DE PERFECTIONNEMENT DES GÉOMÈTRES



PARTENAIRES

terio

GS

Leica

KAYDAN

JOBSPIT

AFOR

MCLU

THÈME

“Les solutions spatiales, technologiques et spéciales au service de la planification et du développement durable des territoires”

Compte-rendu – Table-ronde 1 – Mercredi 3 septembre

« Données géospatiales et intelligence territoriale : innover pour planifier durablement »

Animateur : N'Goran David Niamien (Côte d'Ivoire), directeur des systèmes informatiques et géographiques de l'Agence foncière rurale (AFOR)

Panélistes :

Kaltoum Momayiz (Maroc), ingénieure géomètre-topographe et docteure en génie civil

Hamed Yacouba Dagnoko (Côte d'Ivoire), géomètre-expert

Abdelali Taouss (Maroc), Expert international en gouvernance foncière et transformation digitale des territoires

Maury Timitey (Côte d'Ivoire), Ingénieur en Chef et Conseiller Technique à la Direction du Cadastre, Direction générale des impôts de Côte d'Ivoire (DGI)

Un débat riche sur les promesses et les défis des données géospatiales

La première table-ronde du congrès, consacrée aux données géospatiales et à l'intelligence territoriale, a offert un panorama très concret des innovations en cours au Maroc et en Côte d'Ivoire. Ingénieurs, experts et praticiens ont partagé leurs expériences autour d'une même conviction : sans données fiables, accessibles et exploitées intelligemment, la planification durable des territoires restera une utopie.

Le modérateur a rappelé d'emblée le contexte : « Nous faisons face à l'urgence climatique, à une pression démographique et foncière sans précédent, et à des besoins croissants de financement des territoires. Les outils numériques – SIG, drones, 3D, IA – ne sont pas une option, mais une nécessité pour mieux décider ».

Des drones et de la 3D pour repenser la rénovation urbaine

Première à prendre la parole, **Kaltoum Momayiz**, ingénieure géomètre-topographe au Maroc, a relaté le projet pilote mené à Oujda, sur un périmètre de 11 hectares.

« Grâce aux drones et aux scanners 3D, nous avons pu dresser un état des lieux précis et actualisé des bâtiments menaçant ruine. Résultat : là où on aurait démoli par précaution, nous avons pu cibler des consolidations et préserver le patrimoine », a-t-elle expliqué.

Mais au-delà de la prouesse technique, l'ingénieure insiste sur l'impact social : « Nous avons présenté aux habitants des maquettes 3D de leur quartier. Pour la première fois, ils pouvaient

visualiser et comprendre le projet, et même formuler des suggestions. Cela change le rapport entre experts et citoyens ».

Les obstacles restent toutefois importants : réticences institutionnelles, coûts initiaux élevés et manque de formation des cadres locaux.

San Pedro : la donnée au service du cadastre et du cadre de vie

Le témoignage de **Hamed Yacouba Dagnoko**, géomètre-expert en Côte d'Ivoire, a illustré l'importance des données spatiales pour structurer la ville portuaire de San Pedro.

« Le cadastre ivoirien souffrait d'un déficit de fiabilité. Avec l'appui des technologies spatiales, nous avons pu clarifier les limites de nombreuses parcelles et réduire les litiges. Mais l'apport le plus visible concerne le cadre de vie : planification de voiries, anticipation des besoins en espaces publics, amélioration de la sécurité foncière », a-t-il souligné.

Le frein principal ? « La coordination entre administrations. Les services fiscaux, fonciers et urbanistiques travaillent encore trop chacun de leur côté. Or, la donnée doit circuler si l'on veut qu'elle devienne un outil de gouvernance partagée. »

De la donnée à la fiscalité locale : une révolution silencieuse

La discussion a ensuite glissé vers la dimension financière, avec **Abdelali Taouss**, expert marocain en gouvernance foncière. Selon lui, « la donnée géospatiale n'est pas qu'un outil technique : c'est un levier stratégique de mobilisation de recettes locales ».

L'expert a rappelé que la fiscalité foncière représente un socle essentiel de l'autonomie financière des communes : « Quand on sait précisément qui occupe quelle parcelle, quand on actualise régulièrement les cartes, on élargit l'assiette fiscale et on garantit plus de justice dans le prélèvement. »

Il a également insisté sur l'apport de l'intelligence artificielle : « Nous expérimentons des outils capables de détecter automatiquement des constructions nouvelles à partir d'images satellites. Cela permet de mettre à jour le registre foncier sans attendre des campagnes de terrain coûteuses ».

L'exemple ivoirien : +40 % de recettes grâce aux SIG

Le constat de **Maury Timitéy**, conseiller technique à la Direction du Cadastre et des Impôts en Côte d'Ivoire, est sans appel : « Ce qui n'est pas cartographié ne peut pas être fiscalisé. »

À travers des projets pilotes menés à Bingerville, Bouaké ou San Pedro, l'introduction des SIG a permis d'identifier des milliers de parcelles jusque-là invisibles pour l'administration fiscale. Résultat : des hausses de recettes locales dépassant 40 %.

« Ce succès repose sur deux conditions : une base cartographique exhaustive et une plateforme partagée entre tous les services concernés », a précisé l'ingénieur.

Mais le chemin reste long. « Pour généraliser ces gains, il nous faut une plateforme nationale unique, interconnectée, et surtout un cadre légal qui oblige les administrations à actualiser et partager leurs données. »

Trois messages forts

En clôture, le modérateur a résumé les enseignements de cette table-ronde :

1. **Les données géospatiales sont le socle d'une planification durable.** Elles permettent d'observer, de comprendre et d'anticiper.
2. **La gouvernance et l'accessibilité conditionnent leur efficacité.** Sans partage, pas d'intelligence territoriale.
3. **Le lien avec la fiscalité locale est décisif.** Les données deviennent un levier de financement du développement, garantissant la pérennité des projets.

Et de conclure : « De la donnée à l'action, le chemin est encore long. Mais les expériences partagées aujourd'hui montrent que ce chemin est déjà engagé en Afrique francophone. »

Kaltoum Momayiz (Maroc), ingénieure géomètre-topographe et docteure en génie civil

La rénovation urbaine fondée sur les technologies innovantes et les SIG

Le tissu urbain au Maroc est marqué par une grande diversité historique, culturelle et architecturale. Cependant, il fait face à plusieurs défis majeurs : la dégradation des anciens quartiers, la croissance urbaine rapide avec une forte pression démographique et foncière, ainsi que la nécessité urgente d'améliorer les conditions de vie des citoyens.

Pour répondre à ces enjeux, l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et la Réhabilitation des Bâtiments Menaçant Ruine (ANRUR) a adopté une approche innovante fondée sur l'intégration des Systèmes d'Information Géographique (SIG) et des technologies avancées telles que les drones et les scanners 3D.

En 2021, elle a lancé un projet pilote sur un périmètre de 11,35 ha à la ville d'Oujda, en partenariat avec la société GLOBETUDES. Cette étude a démontré le potentiel de ces outils numériques pour transformer les pratiques de rénovation urbaine, les rendant plus efficaces, inclusives et adaptées aux besoins réels des citoyens.

Ce projet pilote illustre parfaitement cette nouvelle dynamique où l'innovation devient un levier de transformation sociale et spatiale pour une gestion urbaine plus intelligente et durable au Maroc.

Hamed Yacouba Dagnoko (Côte d'Ivoire), géomètre-expert

Contribution des technologies spatiales à l'élaboration du projet de renforcement du cadastrage, de l'amélioration du cadre de vie et de la gouvernance foncière de la ville de San Pedro

Abdelali Taouss (Maroc), Expert international en gouvernance foncière et transformation digitale des territoires

Des données géospatiales à la mobilisation des recettes fiscales locales : financer la planification durable des territoires

La notion d'intelligence territoriale se situe aujourd'hui à la croisée des grandes évolutions technologiques et des impératifs de gouvernance locale. Dans un contexte où se multiplient les termes - intelligence artificielle, big data, innovation numérique - il est essentiel de clarifier et cadrer ces concepts. L'évolution est marquée par le passage de l'intelligence scientifique (analyse et modélisation) à l'intelligence générative (production de contenus et de solutions), puis à l'intelligence agentique. Le territoire, en tant qu'espace vivant et complexe, peut tirer un bénéfice direct de ces avancées pour améliorer sa planification et sa gestion.

Planifier durablement un territoire ne se résume pas à déployer des outils numériques. Une planification viable repose aussi sur la mobilisation de ressources financières suffisantes pour répondre aux besoins présents et futurs. Il s'agit de connaître la capacité d'un territoire à consommer des ressources, mais aussi à générer des revenus pérennes. Dans cette perspective, la mobilisation des recettes fiscales locales, et particulièrement la fiscalité foncière, constitue un pilier stratégique.

Points saillants

1. La fiscalité foncière comme socle de l'autonomie financière
2. Le foncier, ressource de base, alimente plusieurs flux fiscaux : TNB, TSC, droits d'occupation du domaine public, etc.
3. Une gestion optimisée du foncier renforce les capacités financières locales et réduit la dépendance aux subventions externes.
4. Des données géospatiales au service de l'intelligence territoriale
5. Recensement, analyse et valorisation du patrimoine foncier grâce aux SIG et à l'IA avancée.
6. Utilisation des données spatiales pour cartographier, actualiser et optimiser l'assiette fiscale.
7. De la technologie à la stratégie
8. Dépasser la simple acquisition de matériel pour valoriser la donnée et mettre en œuvre des processus intelligents.
9. Intégrer l'innovation numérique dans une gouvernance territoriale structurée, orientée résultats et planification durable.

Conclusion

L'intervention démontrera comment cette vision stratégique et technique peut être mise en œuvre à travers des outils et concepts concrets, illustrés par des expériences en fiscalité locale au Maroc. Une gestion intelligente des territoires, alliant innovation technologique, gouvernance des données et mobilisation efficace des ressources fiscales, apparaît comme la clé d'un développement local durable, inclusif et financièrement autonome.

Maury Timitey (Côte d'Ivoire), Ingénieur en Chef et Conseiller Technique à la Direction du Cadastre, Direction générale des impôts de Côte d'Ivoire (DGI)

Apport des systèmes d'informations géospatiales à la modernisation et à l'efficacité de la fiscalité locale en Côte d'Ivoire

Cette communication met en lumière, la manière dont les systèmes d'Information Géospatiale (SIG) peuvent transformer la fiscalité locale en Côte d'Ivoire.

Face aux défis actuels que sont : cartographie incomplète, données obsolètes, manque d'interopérabilité, faible recouvrement, les SIG offrent une réponse technique et stratégique à savoir l'identification exhaustive de l'assiette fiscale, la mise à jour de l'information en temps réel, l'intégration des données entre services, la transparence et l'équité dans l'évaluation des biens fiscalisables.

Des expériences locales (Bingerville, Bouaké, San-Pedro) et internationales (Rwanda, Maroc) ont données des résultats probants, avec parfois plus de 40 % d'augmentation des recettes.

Mais, pour réussir, il faut un cadre légal renforcé, des compétences techniques, une plateforme nationale interconnectée et une adhésion citoyenne.

Points saillants

1. Ce qui n'est pas cartographié ne peut pas être fiscalisé efficacement : sans données géospatiales précises et à jour, la fiscalité locale reste partielle et inéquitable.
2. Les SIG sont un levier stratégique qui va au-delà de la technique : ils renforcent la gouvernance, la transparence et la justice fiscale.
3. La modernisation de la fiscalité locale est indissociable de l'aménagement durable : mieux connaître le territoire, c'est mieux le gérer et mieux le financer.

Message clé

Les SIG ne sont pas seulement un outil technique ; ce sont des catalyseurs pour une fiscalité locale juste, efficace et capable de financer durablement le développement des territoires.

Propositions concrètes

1. Mettre en place une plateforme nationale SIG-fiscalité partagée entre la DGI, le ministère en charge de la Construction, le ministère en charge de l'agriculture et les autres acteurs en charge du foncier.
2. Former systématiquement les agents des administrations concernées à l'utilisation des outils SIG et aux méthodes de mise à jour des données.
3. Renforcer le cadre légal pour imposer l'actualisation régulière et l'intégration des données cadastrales, fiscales et urbanistiques.